

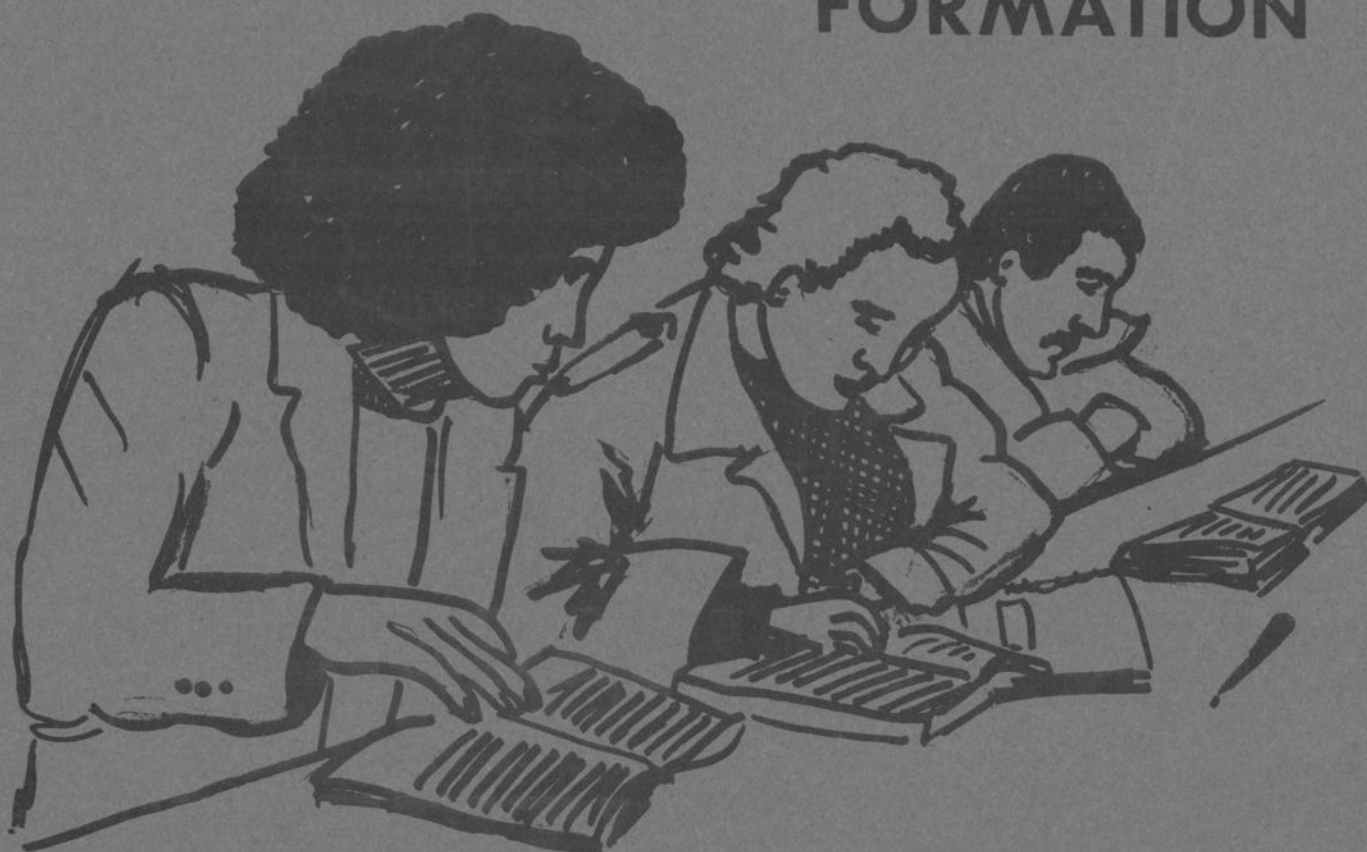
# IMMIGRATION

# GRAFFITI

# N° 34



## ANALPHABETISME & FORMATION



Bulletin interne

**mars 1984**

**ACCUEIL & PROMOTION**

**61 rue Stephenson**

**PARIS 18e 255 44 64**

# SOMMAIRE

EDITORIAL	p 1
AU COMMENCEMENT ETAIT LE VERBE	p 2
LA FORMATION: UN DISPOSITIF COMPLEXE	p 4
extrait de MIGRATION et PASTORALE	
LE LABYRINTHE	p 7
L'ANALPHABETISME: QUELQUES REPERES.	p 13
MILITANTISME ET ANALPHABETISME.	p 15
DE LA LUTTE CONTRE LA POLITIQUE DE L'ILLETTRISME.	p 19
ORGANISATION DU SAVOIR ET SAVOIR DE L'ORGANISATION.	p 24
BIBLIOGRAPHIE.	p 27

Composition du comité de rédaction:

Michel Avice, André Lacroix, Mohamed Galit,  
Danielle Lacroix, Patrick Ménard.

Dessin de Plantu, Pessin, Nique, Imenez.





## EDITORIAL

Coucou ! Revoilà Immigration Graffiti et pour un numéro spécial sur la formation.

Il ne vous livre pas de conclusion, il ne définit pas une conception de l'association en ce domaine.

Il offre aux yeux ébahis ou effrayés de ses lecteurs les réflexions de quelques-uns afin de susciter un débat interne sur ce que peut être aujourd'hui la lutte contre l'analphabétisme et pour la formation.

Ces articles n'engagent donc que leurs auteurs (!) et tentent d'engager les moniteurs à leur répondre. Il s'agit d'amorcer la pompe. Les points de vue sont là pour être discutés, enrichis, contredits, foulés au pied, encensés, vilipendés, stipendiés, etc

Aussi dans l'attente de votre imminente réponse, nous vous prions d'agréer, Mademoiselle, Madame, Monsieur, cher camarade (rayer la mention inutile) d'accepter l'expression de nos sentiments autogestionnairement cordiaux.

Ces textes et les contributions et les réponses que nous recevrons serviront de plat de résistance au week-end de travail prévu sur ce sujet les 28 et 29 avril prochains...

Le comité de rédaction





## AU COMMENCEMENT

## ETAIT

## LE VERBE ...

Pendant des siècles, des architectes ont érigé des monuments qui font aujourd'hui l'admiration des foules et ce, sans connaître la perspective.

En Afrique, faute de pièce de rechange, on répare avec du fil de fer et du chaterton des véhicules qu'un mécanicien ici vouerait au pilon.

Une telle aberration en France aujourd'hui est inconcevable grâce à l'invention du psycho-technicien et du concepteur de formation.

Ne pas savoir représenter un volume en plan par une perspective cavalière ferme les portes d'une formation de maçon, et ne pas savoir calculer le volume d'un cylindre est une barrière infranchissable pour un stage de mécanique.

Mais qui réfléchira à une manière de transmissions de connaissances par d'autres supports que le mode traditionnel écrit puisque tous les décideurs n'arrivent à ces postes que parce qu'ils ont su maîtriser les rapports à l'écrit et jouer avec des graphiques.?

Ils sont devenus décideurs parce qu'ils ont été les bons

élèves d'un système qui ne prend en considération que l'hémisphère gauche du cerveau, c'est-à-dire le siège des processus permettant la lecture la parole, le calcul, l'outil d'analyse et de précision, l'organe de la logique et du rationnel.

Pourtant, de manière complémentaire, le cerveau droit est celui de l'intégration et de la synthèse. Il permet de reconnaître une forme, de contrôler un ensemble de mouvements coordonnés. Par la manipulation de symboles, d'analogies, de représentations imagées et de modèles, il est le support de l'intuition.

Mais notre système de formation favorise de façon disproportionnée la pensée rationnelle sur la pensée intuitive.

De siècle en siècle, se sont transmis des savoirs et des savoir-faire sans qu'ils fussent nécessairement consignés dans des bouquins ou formulés dans des théories.

Quand l'économie a besoin de main-d'œuvre qualifiée, elle fait l'effort de formation, sans qu'il soit besoin d'apprécier si les candidats ont réellement les "capacités théoriques et les possibilités de suivre une formation technique". Quand on le souhaite, on adapte la formation à ceux à qui elle est destinée. Aujourd'hui un bureau d'études de théoriciens de la formation, bardés



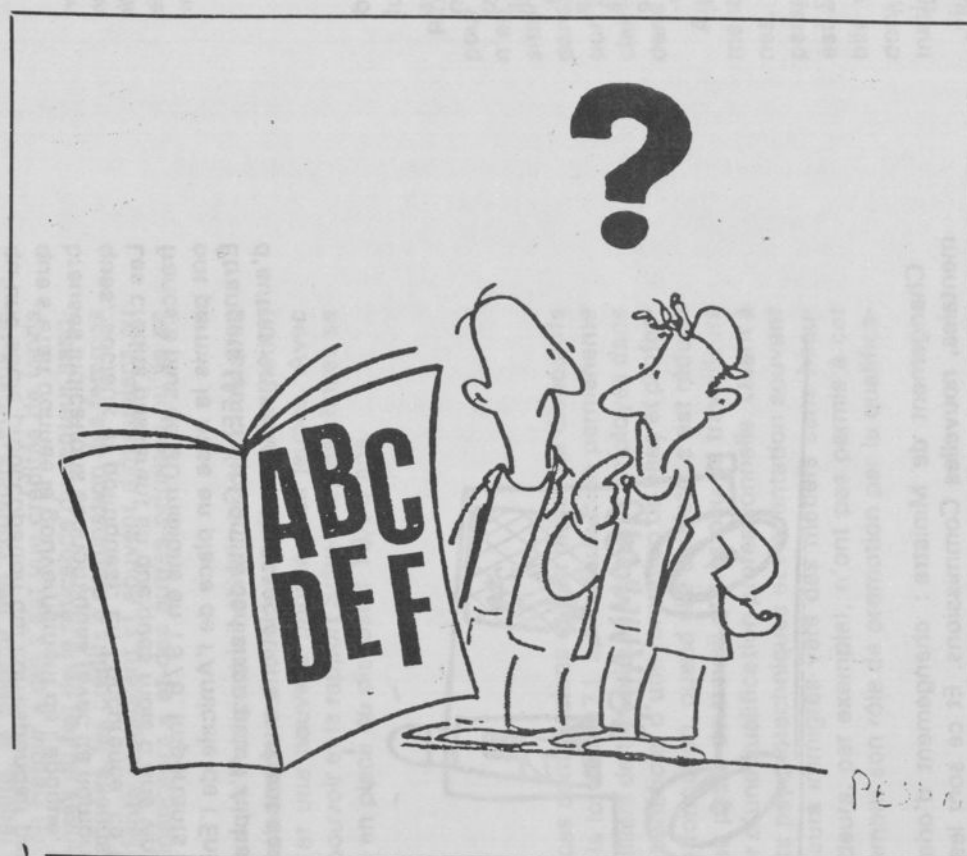
de diplômes et sans pratiques expliquent à de vrais professionnels comment ils doivent transmettre leurs connaissances et leur imposent une progression rationnelle et rigoureuse, fruit de leur logique universitaire.

Il fallait plus d'imagination créatrice, d'ingéniosité à des artisans d'autrefois capables de "dépanner"

ses voisins qu'à des techniciens aujourd'hui.

Si le football était aux mains d'un psychotechnicien, Platini serait probablement réorienté vers une autre discipline car il serait incapable d'élaborer l'équation : Soit un ballon d'un poids  $x$  frappé avec une force  $y$  et sous un angle  $z$ . Quelle sera la courbe du ballon et sa vitesse de rotation ? ? ?

M.A.



# La formation : un dispositif complexe

*Les auteurs de cet article n'ont pas la prétention de faire ici un examen exhaustif de l'évolution du dispositif de formation en faveur des travailleurs immigrés et de leur famille. C'est à partir des actions menées sur le terrain depuis 1973 qu'ils essaient de formuler un certain nombre de remarques sur ce qu'il convient d'appeler le dysfonctionnement de ce dispositif.*

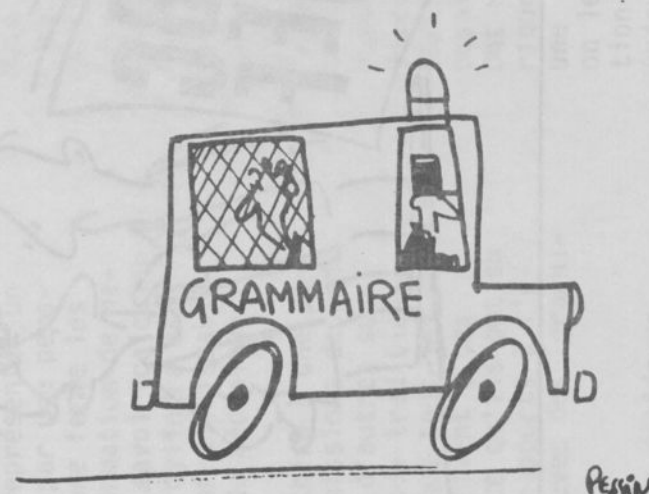
## Les sources de financement

Les organismes de formation des travailleurs immigrés ont d'abord besoin d'un budget pour mener leurs actions. Le financement à lui seul manifeste déjà une certaine complexité. La principale source des actions menées dans ce cadre est constituée par le Fonds d'Action Sociale (FAS). D'autres crédits se sont ajoutés en provenance du Fonds de la Formation Professionnelle (FFP), du Ministère du travail (AFPA), actuellement, du Ministère de la Formation Professionnelle, dans le cadre du dispositif 16/25 ans. Il convient de mentionner que la loi sur la Formation permanente de 1971 est théoriquement ouverte aux Travailleurs Immigrés pour continuer une éventuelle formation de base acquise sur d'autres fonds. Pour compléter cette liste de « sources de financement, mentionnons le Fonds Social Européen (FSE) qui, il est vrai, s'est, à ce jour, quasiment désinvesti de ce problème.

## Une cascade de commissions :

S'il était besoin de prouver le dysfonctionnement de ce dispositif en dehors de l'analyse que l'on peut faire à partir des actions menées sur le terrain, il suffit de rappeler brièvement la multitude de réunions qui se sont tenues sur ce sujet depuis 1973-1974. C'est sous la présidence du « Premier » ministre de l'immigration, Paul Dijoud, que se sont mises en place les premières commissions de travail sur le dispositif de formation des immigrés. Ces premières commissions, comme toutes celles qui les ont suivies, avaient à penser la globalité du dispo-

sitif après une analyse complète de tous les besoins. (hommes et femmes au travail, chômeurs, femmes au foyer, enfants, jeunes « deuxième génération », besoins en matière de formation en langues et cultures d'origine, etc...). En réalité, ces premières réunions furent la préfiguration d'un scénario qui, malheureusement, continue encore actuellement. De l'ensemble des propositions formulées par le secteur associatif et le mouvement syndical, les Pouvoirs publics n'ont retenu qu'une seule préoccupation qui correspondait par ailleurs à la priorité que s'était donnée le gouvernement de l'époque, en relation à de nombreuses indications économiques (avec de nombreux indices économiques, sociaux et politiques). En l'occurrence, ce fut l'alphabétisation. Les crédits passèrent en quelques mois d'une vingtaine de millions de francs à plus de 90 millions en 1976. Importants efforts financiers qui ont permis la mise en place de l'Amicale de l'Enseignement pour les Étrangers (AEE) du Comité de liaison pour l'Alphabétisation (CLAP) et d'autres organismes ou associations œuvrant dans ce domaine.



Changement de Ministre : changement d'orientations gouvernementales, nouvelles Commissions. Et ce sont les Commissions Stoléru, plus particulièrement la Commission Blaché, ainsi que la constitution du « Collectif des 45 » dans le but de donner aux associations une voix plus cohérente donc plus entendue. Ces Commissions ont duré plusieurs mois, en réalité plus de deux années. Fidèles au scénario, les Pouvoirs Publics ont retenu de ces Commissions une seule priorité : la formation professionnelle.



Les conséquences sont logiques : de 1976 à 1980, les crédits du FAS à destination de l'alphabétisation passeront de plus de 90 millions à 65 millions de francs, ce qui, compte tenu de l'inflation représente une diminution voisine de 40 %. Du même coup, c'est la disparition de l'AEE, les difficultés du mouvement bénévole, la création du Comité de Liaison pour la Préformation (CLP). Toutefois, il convient de dire qu'en réalité, cette priorité avancée n'a jamais eu de crédits aussi importants que l'alphabétisation. En réalité, la priorité des Pouvoirs Publics de l'époque était « la Formation Retour » qui s'est vue créditée de fonds importants, rarement dépensés du fait de la réticence du secteur associatif. Pendant toutes ces années, les crédits à destination des femmes au foyer et des jeunes enfants stagnaient et souvent diminuaient au gré des décisions des « financeurs » et des autres priorités qu'ils se donnaient.

En 1980-1981, les Pouvoirs Publics ont hésité (par des circulaires totalement contradictoires) entre le maintien des actions de formation en direction des adultes et une nouvelle priorité : les jeunes. Avec l'arrivée de la gauche au pouvoir et le rapport Schwartz, les choses se sont clarifiées par la mise en place du dispositif 16/25 ans.

## Loi 1971 et AFPA

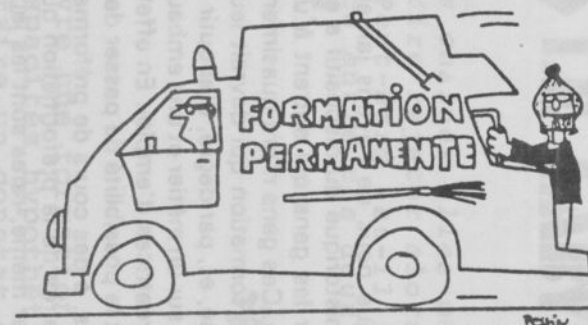
En marge des aléas de ces commissions et des bribes de dispositifs qu'elles ont engendrées, la loi de 1971 sur la formation permanente aurait pu permettre aux milliers de travailleurs immigrés employés dans de grosses entreprises de bénéficier d'une formation de base et professionnelle. En réalité, cette formation, quand elle a existé, s'est réduite à une simple adaptation au poste de travail et très peu de travailleurs immigrés ont pu bénéficier d'une qualification professionnelle. Quant à l'AFPA, le niveau des tests psychotechniques et l'orientation souvent systématique des travailleurs immigrés vers des métiers sans beaucoup de débouchés (soudeurs, par exemple), n'ont pas permis à cet organisme de jouer pleinement son rôle de promotion par la qualification professionnelle.

## Depuis 1981, les concertations continuent

Sans aucun doute, en 1981, l'avènement de la Gauche au Pouvoir a suscité de grands espoirs dans l'immigration et au sein du secteur associatif de la formation des immigrés. Mais, comme le disait André

Jeanson (alors Président du CLAP en 1982), nous sommes vite passés de « l'euphorie au réalisme ».

Nous nous attendions en effet à repenser ce dispositif et les nouvelles concertations n'ont dans le cadre de groupes de travail patronnés par l'État (le secrétariat d'État Autain) n'a fait que singer les concertations précédentes.



Plusieurs études sont actuellement menées par l'AFPA, via le FAS, pour tenter de rechercher une cohérence à ce fameux dispositif qui n'en finit pas d'être accouché. Là encore l'apport en réflexion et propositions des partenaires associatifs sont importants. Mais il paraît indispensable de s'interroger sur la finalité de ces études et la préoccupation principale qui les sous-tendent. En effet, il apparaît de plus en plus clairement que l'évolution de ce dispositif trouve sa logique interne dans l'évolution du marché de l'emploi.

Aujourd'hui, toutes les statistiques et prévisions indiquent une augmentation importante de la demande d'emploi parmi les immigrés, jeunes, adultes, femmes, souvent démunies de toute qualification, sans perspective réelle de réinsertion dans les pays d'origine. Par ailleurs, il est à prévoir que la robotisation prochaine de l'industrie de l'automobile vienne aider rapidement à grossir les rangs de cette population dont la seule possibilité d'éviter le chômage sans espoir reste une formation en vue d'une reconversion.

Tout en reconnaissant l'urgence et la gravité de ce problème, nous exprimons la crainte, qu'une fois de plus, de ces concertations ou études, ne soit retenue qu'une seule priorité et qu'une fois de plus, la mise en place globale et cohérente d'un dispositif de formation pour la promotion de l'ensemble des communautés immigrées soit repoussée à des jours qui ne seront pas forcément meilleurs.



## Nos craintes

Ces réflexions nous ramènent, (bien que nous ne l'ayons jamais quitté) au terrain. Ce « saucissonnage » historique du dispositif a en réalité une conséquence dramatique pour les gens qui entrent à un moment ou à un autre dans une formation. Ces gens n'ont quasiment aucune possibilité de suivre un cursus de formation qui devrait leur permettre de partir d'une formation de base, et, par degré, d'aboutir à une formation professionnelle débouchant sur un métier et une embauche dans des branches professionnelles créatrices d'emploi. En effet, rares sont les travailleurs immigrés qui ont la possibilité de passer des cours d'alphabétisation du soir ou intensifs, à des cours de préformation professionnelle. Rares sont les stagiaires de la préformation qui ont accès à la formation professionnelle, et même, rares sont les jeunes immigrés en situation d'échec scolaire, qui passent d'un stage d'insertion à un stage de qualification professionnelle. Telle est la principale constatation que nous pouvons faire après dix années de présence sur le terrain. Ceci tient au fait que souvent, chaque élément a été pensé sans cohérence avec les autres, mais surtout cela tient au fait que la mise en place de ce cursus demanderait un arsenal législatif et juridique qui nécessiterait des moyens beaucoup plus importants que ceux mis à la disposition du dispositif éclaté actuel.

Il est à craindre que, dans le contexte de xénophobie actuel, les Pouvoirs publics soient peu enclins à mettre en place ce « cursus » qui relève d'un choix positif en faveur des populations plus démunies. C'est pourquoi, aujourd'hui, le secteur associatif, le mouvement syndical, les associations de travailleurs immigrés, se doivent d'agir pour remettre à l'ordre du jour des négociations en cours la cohérence d'un dispositif spécifique ou démarginalisé, support d'un cursus permettant à tous l'accès à une fonction de base, première étape d'une insertion sociale et professionnelle.

Mohamed Galit - André Lacroix  
Accueil et Promotion

## ► LE LABYRINTHE ◀

*Comme les chaînes elles-mêmes, les ouvriers vont être réformés, c'est-à-dire rejeter alors qu'ils pourraient être formés ou réformés. Peut-être est-il important de mettre un accent sur la différence entre ces deux mots si semblables et aux différences si aigües.*



Pour suivre une formation, il faut selon les spécialistes, de bonnes capacités hypothétiquement actives, c'est-à-dire la capacité de faire un constat et d'en comprendre l'origine pour en déduire la suite. Lorsqu'on n'a pas de compétences de ce genre il ne reste comme débouchés que le monde politique ou la direction du personnel ou de la formation dans l'entreprise, car

### GOUVERNER C'EST PRÉVOIR

Le redéploiement économique avec son train de mutations et de restructurations industrielles aujourd'hui interroge gravement et les Pouvoirs Publics et l'ensemble du mouvement associatif.

Toutes les études disaient, il y a déjà 10 ans, qu'un emploi sur 3 aurait changé de nature dans la décennie. Rien n'a été fait et les projections sur l'évolution de l'offre et la demande d'emplois laissent perplexes.

Dans le quotidien, les travailleurs privés de leur emploi désespèrent d'en retrouver un, et ceux qui en occupent un actuellement s'y accrochent.

Les travailleurs immigrés vivent cette situation d'une façon encore plus dramatique, car les secteurs dont ils formaient la main-d'oeuvre sont les plus touchés : automobile, textile, charbonnages, sidérurgie, bâtiment et travaux publics.

En fin 1982, la proportion des demandeurs d'emploi étrangers par rapport à l'ensemble des inscrits à l'ANPE est de près de 15 % et les licenciements massifs qui ont été opérés dans l'automobile en 1983 et tous ceux qui s'annoncent pour 1984-85 viennent alimenter un climat déjà bien inquiétant.

### LA GALÈRE

Le monde de l'emploi étant un cul de sac, on se retourne vers le dispositif de la formation.

Les experts de l'UNESCO s'accordent pour considérer qu'un minimum de 1.000 heures de formation est nécessaire pour conduire un analphabète à un niveau tel qu'une formation professionnelle puisse être envisagée avec des chances de réussite.

Cela équivaut à 7 mois de formation à plein temps.

Or la loi de 1971 régissant la formation continue rend sa concrétisation quasiment inapplicable pour les bas niveaux de qualification.

En effet, cette loi impose un délai de franchise entre les stages suivis dans le cadre des congés formation :

DUREE DU STAGE PRECEDENT EN HEURES	DELAIS AVANT LE PROCHAIN STAGE DEMANDE
96 heures	12 mois
104 heures	13 mois
112 heures	14 mois
120 heures	15 mois
128 heures	16 mois
136 heures	17 mois
144 heures	18 mois
152 heures	19 mois
160 heures	20 mois
168 heures	21 mois
176 heures	22 mois
184 heures	23 mois
192 heures	24 mois
240 heures	2 ans 1/2
288 heures	3 ans
384 heures	4 ans
480 heures	5 ans
576 heures	6 ans
672 heures	7 ans
768 heures	8 ans
864 heures	9 ans
960 heures	10 ans
1056 heures	11 ans

Ainsi donc, pour le cas exceptionnel où un immigré obtiendrait une formation à l'alphabétisation et la préformation de 1.000 heures, il lui faudrait attendre... 11 ans pour accéder à une formation professionnelle...



## AU JOUR LE JOUR

A l'ANPE, le conseiller professionnel ne sait plus quoi conseiller. Il remet généralement une liste ronéotypée des différents centres de préformation dans la région (et ainsi commence l'interminable "navette" des stagiaires) et les services d'accueil des associations qui ne savent où donner de la tête devant une demande non seulement massive mais complexe et diversifiée ignorent aujourd'hui vers quel type de formation orienter les stagiaires.

Car, comme nous l'écrivions dans ces mêmes colonnes, il y a quelques années, "l'automation n'a pas supprimé d'abord des emplois non qualifiés (OS) mais bien plus souvent les emplois qualifiés. Le processus d'automation accroît bien sûr le besoin en techniciens et en ingénieurs hautement qualifiés, mais la distance est telle entre les qualifications requises pour ces derniers emplois et la formation acquise par les OS que celui-ci ne pourra pas la combler (du moins dans la situation actuelle de la formation)."

L'arrêt de la croissance économique et l'accroissement du chômage ont en outre fait en sorte que se sont reportées sur les formations de niveau CAP des catégories que leur passé scolaire leur faisait mépriser jusqu'alors.

D'autre part, l'AFPA diminue ce type de stage faute de débouchés à la sortie et se redéploie vers des formations informatiques et robotiques.

On voit donc les places pour les stages envisageables pour des non qualifiés diminuer et le niveau des postulants augmenter.

Les services psychotechniques de l'AFPA ont donc remonté de façon importante la barre d'entrée. Des boîtes de formation offrent des stages, mais ceux-ci sont payants et les Assedic, vu leur déficit refusent de payer ces stages qu'elles finançaient autrefois.

La loi de juillet 1971 relative à la formation permanente était destinée à nous empêcher d'aboutir là où nous en sommes aujourd'hui, puisqu'elle était destinée à "adapter en permanence les travailleurs aux nouvelles fonctions exigées par le développement économique" (qu'il s'agisse d'actions de reconversion, d'adaptation à un métier déterminé ou à un environnement professionnel modifié).

Elle devait :

- assumer à tous les niveaux l'entretien et le perfectionnement des aptitudes et des connaissances ;
- développer pour tous les possibilités de promotion professionnelle en cours de carrière ;
- contribuer à l'élévation du niveau culturel des travailleurs dans la mesure où pour parvenir à une adaptation ou à une promotion réelle, un effort de formation générale doit de plus en plus souvent accompagner les formations spécialisées.

## TOUJOURS PLUS POUR CEUX QUI ONT LE PLUS

Mais cette loi n'a bénéficié qu'aux catégories professionnelles les plus privilégiées parce que les entreprises ne se préoccupent pas de la qualification professionnelle des migrants puisque leur recrutement est précisément destiné à remplir les emplois non qualifiés, parce que les salariés de bas niveau de qualification sont les moins aptes à discuter d'un plan de formation avec leurs employeurs et de par l'organisation de la loi elle-même (voir encadré page ).



En 1976, pour 1 million de travailleurs immigrés exprimant le besoin d'alphabétisation, on ne comptait guère qu'environ 100.000 places (chiffre optimiste) dont 70 % en cours du soir, soit environ 8 % de la demande. Et seulement 20.000 immigrés bénéficiaient de ces actions sur leur temps de travail. Mais plus encore, l'organisation et les modalités d'accès d'un cycle à l'autre (délais d'attente) rendaient caduques toute action véritable de promotion sociale et professionnelle de ceux qui ont eu cette "chance" d'accès à un stage.

Dans le fond, soit cela relève effectivement du "hasard individuel", soit cette accession à la formation pour les immigrés comme d'ailleurs pour les Français, relève du niveau du rapport de forces internes à l'entreprise entre les salariés et le patronat.

A titre indicatif, l'enquête menée sur l'évolution des actions de formation du personnel de Talbot durant les 10 dernières années est assez significative des processus d'exclusion des immigrés de tout le dispositif de formation continue. Les chiffres montrent que ce soit sur le plan financier ou sur le plan des effectifs que c'est en fait le personnel déjà qualifié qui aura bénéficié de "formations" tandis que très peu d'OS, en général immigrés, ont suivi jusqu'au bout un cycle ou 2 de formations de base.

En 1983, les ouvriers immigrés licenciés de cette entreprise ne croient plus bien sûr à la farce de la formation, d'autant plus pour ceux qui ont 40-45 ans. Ce n'est bien sûr pas au moment des



## AU JOUP. LE JOUR

### Formation

*Parmi les licenciés de Talbot, beaucoup sont des immigrés, dont certains sont analphabètes. On leur propose, en guise de consolation, un plan de formation.*

*Formation à quoi ? Les plus démunis, il va d'abord leur falloir apprendre, à l'âge d'homme, à lire et à écrire. Ils pourront ainsi se cultiver dans notre langue, s'informer dans nos journaux sur l'état de la société, sur les causes et les effets de la crise, lire les courbes du chômage et de l'inflation, analyser les raisons pour lesquelles ils ont très peu de chances de retrouver un emploi. En somme, apprendre tout ce qu'ils avaient déjà compris.*

BRUNO FRAPPAT.

Le Monde 22/12/83

licenciements qu'il faut les " former " à autre chose. Pourtant, les bureaux d'études, et de prévisions des usines Talbot savaient tout cela... alors que les services du personnel de Talbot arrêtaient de téléphoner à Accueil et Promotion ou ailleurs, pour demander naïvement s'il nous est possible de " caser " les licenciés frais de Talbot. Faudrait-il leur envoyer les listes interminables d'attente aux portes de la préformation en région parisienne pour que Talbot affecte son enveloppe formation là où il le faudrait !

Le cas Talbot n'est malheureusement pas le seul. Citroën, Les Houillères, la sidérurgie, Renault sont autant d'affaires qui soulèvent ce gros lièvre de la formation professionnelle.

FORMER... MAIS À QUOI ? ?

Les nouvelles données économiques impliquent des nouvelles données en matière de formation professionnelle : l'actuel gouvernement a cer-

tainement apporté des modifications positives non négligeables au dispositif de la formation mais sans toutefois s'attaquer à la politique générale de la formation professionnelle des travailleurs. La forme change, le fond demeure, terriblement conditionné par l'évolution du contexte socio-économique.

L'initiative des stages d'insertion jeunes, positive en soi, ne peut ressembler qu'à cette classe intermédiaire entre l'école et la vie professionnelle où les ponts continuent d'être difficiles à franchir.

L'alphabétisation en cours du soir, en entreprise, dans les prisons ou les hôpitaux continuent de souffrir des carences vieilles d'antan, alors qu'elle constitue une étape importante, au départ du processus d'insertion sociale et professionnelle.

La préformation souffre de ses relations impossibles avec le dispositif de la formation professionnelle et à aucun endroit dans ce dispositif, on a les moyens suffisants pour réfléchir et organiser un cursus valable pour les immigrés demandeurs de formation, tandis que les patrons investissent plus dans la recherche que dans la formation professionnelle des travailleurs.

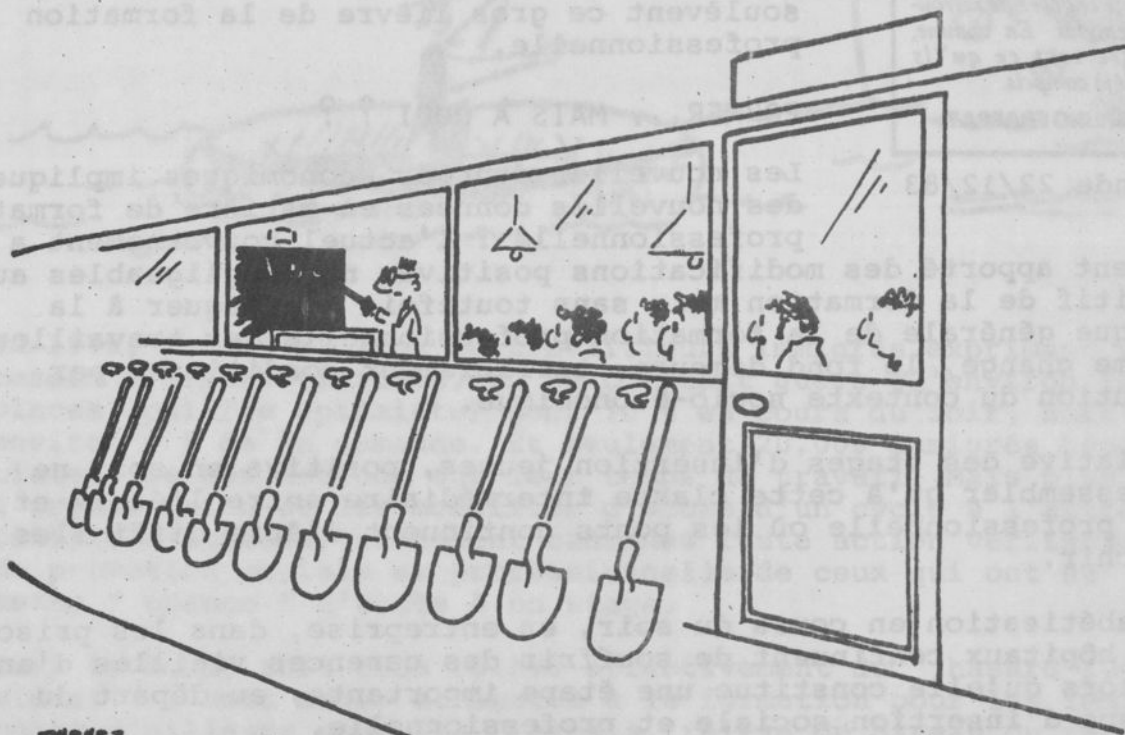
Pourtant, des réflexions, des propositions existent bien pour une nouvelle politique de formation et de promotion des travailleurs immigrés et de leurs familles, pour une organisation plus cohérente et mieux articulée des actions de formation. Seraient-elles mises aux oubliettes ? ou bien faudrait-il que chaque association se remette des changements actuels et les digère avant de se remettre au front ?

(3) Classe préparatoire à l'apprentissage



Plus loin encore, nous avons l'impression que l'Etat a chargé la formation de remédier à la crise... Or, on constate qu'en matière d'emploi la formation n'a créé que des emplois de formateurs ... et on peut dire que la formation a surtout bénéficié aux formateurs au sens où elle leur aura notamment permis de ponctuer la notion même de formation !

M.G



20/02/72

# l'analphabetisme

## Quelques repères



Il est de bon ton dans les pays industrialisés de ne reconnaître l'existence de l'analphabetisme que chez la population immigrée.

La vérité est toute autre :

- en 1981, en France, un rapport sur la pauvreté (1) constatait que chaque année, 100.000 jeunes quittaient l'école "aux plus bas niveaux" et étaient virtuellement analphabètes et inéluctablement destinés aux emplois les plus précaires ou au chômage.
  - en 1978, le dernier recensement de l'INSEE estimait les sans-diplômes à 36,2 % de la population.
  - plus du tiers de la population, âgé de plus de 15 ans ne possède qu'un diplôme de premier échelon (certificat d'études primaires, CEP).
  - en 1981, le taux de scolarisation de la classe d'âge des 16 ans (âge de fin de scolarité obligatoire) était de 90,3 %.
  - le taux de scolarisation de la classe d'âge de 17 ans n'atteint plus que 73,8 % ; pour les 18 ans : 44 % et pour les 21 ans : 12 %.
- l'effectif des classes de 3ème et de 4ème, toutes sections comprises (dont CPPN (2) et CPA (3) atteint 1.211.145 élèves ; l'effectif de l'ensemble du second cycle long ne représente plus que 626.100 élèves.
- l'armée qui fait passer des tests à chaque conscrit considère que 15 % environ des recrues sont analphabètes (selon les critères de l'UNESCO : est illettré toute personne incapable de lire en le comprenant un exposé simple et bref en rapport avec sa vie quotidienne).
  - l'INRP (Institut National de la Recherche Pédagogique) en déduit que 2 millions de Français sont analphabètes. De plus,

(1) Contre la précarité et la pauvreté : 60 propositions, Rapport Oheix, février 1981

(2) Classe Pré-Professionnelle de Niveau

(3) Classe Préparatoire à l'Apprentissage

l'INRP estime que 60 % des Français ont des difficultés pour comprendre un texte.

Seuls 25 % des Français "lisent comme ils respirent"...

- en ce qui concerne la population immigrée, on estime à 800.000 le nombre d'analphabètes sur une population étrangère de 4.225.000 personnes.



ANALPHABETE  
FRANCAIS



ANALPHABETE  
IMMIGRE

(1) Contre la précarité et la pauvreté : 50 propositions.

(2) Classe Pré-Professionnelle de Niveau

(3) Classe Préparatoire à l'Apprentissage



# Militantisme et

## Analphabétisme

L'analphabétisme n'est pas un phénomène isolé mais un aspect particulier d'un phénomène global que subissent différentes catégories sociales défavorisées et marginalisées.

Il est le révélateur de la situation économique, sociale, culturelle de ces catégories sociales.

L'analphabétisme est un fait social, collectif et non un fait individuel provenant d'une absence ou d'une mauvaise "scolarité".

La scolarité obligatoire n'a pas, au mieux, éliminé l'analphabétisme.

On ne peut donc se cantonner dans le domaine éducatif et "technique" de la méconnaissance de la lecture et de l'écriture.

Il faut établir une relation étroite entre l'analphabétisme et la situation sociale, culturelle et économique des personnes.

### LA LUTTE CONTRE L'ANALPHABETISME EN MILIEU IMMIGRE

Comprendre l'analphabétisme, non pas comme un retard scolaire, mais en terme d'inégalités, en terme de rapports de classes, c'est aussi comprendre la lutte contre l'analphabétisme dans une action d'ensemble agissant sur la situation sociale, économique, culturelle des populations défavorisées, ceci avant, pendant et après "l'acte d'alphabetiser".

Lutter contre l'analphabétisme en milieu immigré, c'est en plus agir pour l'égalité des droits entre Français et immigrés car aucun projet de formation volontaire à long terme ne peut émerger sans qu'un seuil de sécurité ne soit acquis (droit au séjour, au travail, au regroupement familial, etc.).

### LA DEMARCHE DES MILITANTS D'ACCUEIL ET PROMOTION

Si l'on considère que l'analphabétisme est un fait social révélateur de la situation d'une catégorie de la population, la démarche de militants agissant pour la lutte contre l'analphabétisme doit prendre en compte la globalité de la situation de l'"analphabète" immigré. Trois axes recoupent cette globalité :

### *Connaissance de la culture d'origine*

Un minimum de connaissances concernant l'organisation sociale, culturelle, économique et politiques des pays d'origine est nécessaire. De plus, saisir la signification d'un geste, d'une attitude, d'une parole ou d'un non dit, peut éviter de nombreux équivoques et ambiguïtés.

Le " respect des différences " ne doit pas être un slogan figé mais une réalité quotidienne dans notre action.

### *Connaissance du statut social*

La situation socio-économique de la population immigrée est commune avec une grande partie de la population : les problèmes de logement, de chômage, d'emploi pénible, d'échec scolaire, etc sont toujours pour une même catégorie sociale défavorisée (française et immigrée).

Cette appartenance à une catégorie sociale ne doit pas nous échapper sinon nous accentuerons le phénomène de marginalisation de la population immigrée.

Ceci étant dit, il est évident que le racisme et l'inégalité des droits amplifient de façon importante leur situation précaire.

### *Compréhension de la démarche pédagogique de l'acte d'alphabétiser*

L'acte d'alphabétiser n'a de sens que s'il permet aux stagiaires de mieux appréhender la vie quotidienne, de répondre à leurs besoins personnels, de développer un regard critique sur son propre environnement, afin d'oeuvrer individuellement et collectivement à sa transformation.

Toute démarche pédagogique doit avoir comme base d'une part l'utilisation du capital de connaissances (normées ou pas, codées ou non) ainsi que du vécu des stagiaires, et d'autre part prendre comme " fil conducteur " tout ce qui intéresse directement leur environnement quotidien.

Il nous faut utiliser les outils pédagogiques existant soit tels quels, soit en les réadaptant. Si aucun outil ou matériel pédagogique n'est satisfaisant, il faut les créer.

En un mot, il faut choisir le matériel pédagogique par rapport à une démarche et non pas choisir une démarche par rapport au matériel pédagogique existant.

### *THEORIE ET PRATIQUE*

Il est évident que notre association n'a pas les moyens de mettre totalement en pratique son discours. Ce n'est pas pour autant qu'il faut "brader" notre démarche, ni dévaloriser notre action quotidienne. Il faut, partant de nos actions, revendiquer la reconnaissance de notre démarche et exiger les moyens de la pratiquer.

## De La Lutte Contre La Politique

Nos revendications sont multiples :

- en premier lieu établir l'égalité des droits juridiquement et socialement, car il ne peut y avoir d'éducation, de formation, d'insertion dans la marginalisation et la répression.
- congé-éducation pour les salariés tant pour les militants que pour les stagiaires.
- congé associatif pour tout membre de l'association.
- allocation d'éducation et associative pour les chômeurs.
- que les subventions soient en accord avec les besoins nécessaires pour la lutte contre l'analphabétisme.
- que les subventions proviennent du fond commun.

### PRATIQUE ET THEORIE

Assez souvent notre discours semble, dans la pratique, se séparer, se diviser avec le risque d'avoir dans un même secteur divers groupes, sinon plus qui se juge d'un oeil inquiet. D'un côté les "pédagos" de l'autre, les "militants" et pourquoi pas les "animateurs" ?

Il peut arriver aussi que tout un secteur inconsciemment ou consciemment s'auto-culpabilise à la pensée d'un autre secteur qui fait tellement de choses que...

A mon sens, cela provient du fait que notre discours porté ou non par les anciens est perçu par les nouveaux, mais aussi par des anciens comme un mot d'ordre, un refrain, sans trop saisir le contenu.

Il faut tirer un trait d'égalité entre discours et démarche.

- . Dans combien de secteurs y a-t-il eu une réflexion sur la lutte contre l'analphabétisme et sur la situation d'analphabète ? Dans très peu.
- . Par contre, combien de secteurs ont expliqué aux nouveaux ce qu'est l'alphabétisation en terme pratique ? On pourrait dire la plupart.

Il ne faut pas tirer un trait d'égalité entre alphabétisation et lutte contre l'analphabétisme.

Il faut le répéter notre association n'a pas les moyens de mettre totalement en pratique son discours. Mais nous devons vérifier notre démarche par rapport à nos actions quelles qu'elles soient (alpha, permanence juridique, animation...)

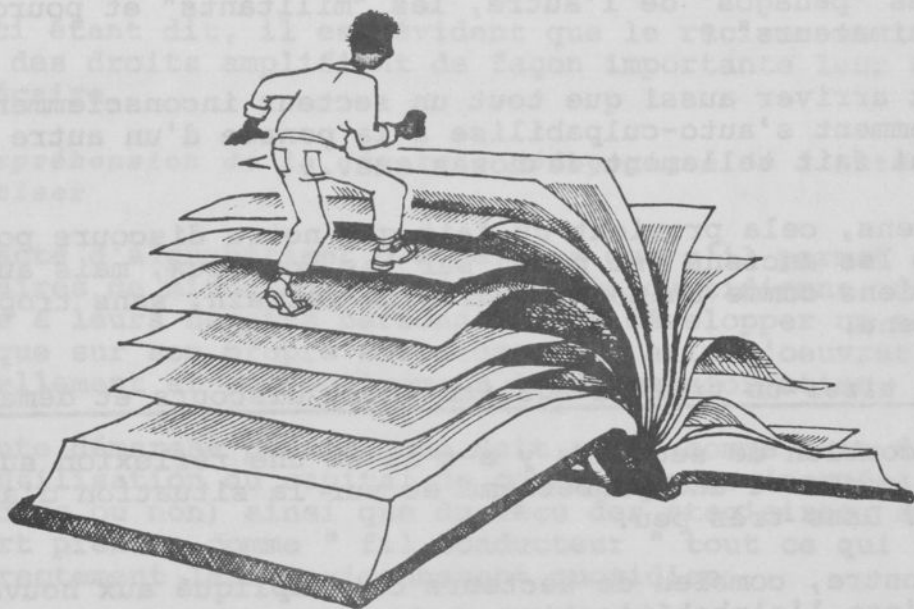
Si nous ne pouvons agir sur tous les plans en amont, pendant et en aval de l'alphabétisation, il faut trouver des partenaires qui par leur action, s'inscrivent dans la lutte contre



l'analphabétisme (comité de locataires, collectif anti-raciste, syndicat, associations diverses)

Y a-t-il eu un secteur qui en se présentant à d'autres associations dans un quartier dit : " Nous sommes une association qui luttons contre l'analphabétisme, nous faisons de l'alphabétisation et n'avons pas les moyens de faire plus, les activités de votre association peuvent aussi contribuer à la lutte contre l'analphabétisme, voyons comment on peut travailler ensemble. "

P.M



# De La Lutte Contre La Politique

## De L'Illettrisme

La grande majorité des lecteurs de cet article n'auront sans doute pas lu le rapport intitulé "La politique de lutte contre l'illettrisme", écrit par une commission de travail interministérielle, remis au gouvernement fin 1983 et qui a fait l'objet d'une communication et d'un débat au Conseil des Ministres du 11 janvier 1984.

Par bien des aspects, ce rapport est excellent. Il a le mérite de mettre en évidence un phénomène qui n'est pas l'apanache des pays en voie de développement ou - en conséquence - des populations immigrées en France. Il démontre bien que ce ver dans le fruit prend sa nourriture au coeur de nos sociétés dites industrialisées, donc "évoluées". En d'autres termes, il démarginalise la lutte contre l'analphabétisme. En soi, c'est une excellente chose sur laquelle il y aurait beaucoup à dire.

Toutefois, je constate, une fois de plus, et cela n'est pas pour m'étonner quand je regarde la composition de cette commission composée en grande partie de théoriciens de la formation, que l'essentiel n'est pas dit, encore moins analysé. Cela amène les rédacteurs à écrire sans aucun complexe la phrase qui intitule cet article, sans se poser une seule fois la question de savoir si dans la LUTTE contre l'analphabétisme, cette phrase avait encore un sens.

Alors cet "essentiel" est-il si complexe qu'il soit impossible de le cerner de près, encore plus de le formuler ? Non. Il tient à une phrase simple mais lourde de conséquence et cette phrase est la suivante :

" quand un analphabète entre pour la première fois dans un cours, il n'est déjà plus tout à fait un analphabète ".

Ceci veut dire que l'action d'alphabétisation menée par des soi-disant formateurs professionnels avec lesquels il faut prendre contact, est seconde (voir secondaire), en tous les cas postérieure à une toute autre action qui se nomme à juste titre la LUTTE.

Une fois de plus, ce rapport nous parle d'alphabétisation et non pas de lutte. Une fois de plus ses auteurs passent à côté de l'essentiel.

En effet, c'est bien de lutte qu'il s'agit. Cette lutte reste une utopie, tant qu'elle n'est pas la base d'une politique (politique de lutte...) mais pourtant elle est déjà une réalité pour des associations qui, comme Accueil et Promotion, ont mobilisé des centaines de militants depuis des dizaines d'années. C'est au nom de cette pratique collective que je voudrais dévelop-

per quelques idées qui, pour beaucoup, paraîtront banales par leur évidence.

En effet, il n'y a pas de lutte sans lieu de lutte, sans mobilisation sur ce lieu, sans un mouvement structuré pour l'échange et la formation. D'autre part, il n'y a pas de lutte sans prise de conscience des enjeux et sans définition des objectifs.

## LE LIEU

En milieu urbain, c'est un fait et le rapport le décrit à juste titre, le phénomène de l'analphabétisme prend des dimensions proportionnelles à la gravité de l'état de dégradation des conditions de vie dans certains quartiers délabrés des centres ville ou dans les cités déshumanisées des banlieues urbaines. L'état de ces quartiers qui s'aggrave au jour le jour n'est que la façade de ghettos collectifs au sein desquels se vit une multitude de ghettos individuels du fait de l'analphabétisme.

L'analphabète est un exclu parmi les exclus sociaux que l'on nomme sous prolétariat ou quart monde ou tiers monde transplanté etc. La dénomination importe peu, la réalité crève les yeux pour celui qui accepte de regarder.

Quand on prend conscience de cette réalité, la lutte contre l'analphabétisme qu'il convient de mettre en oeuvre dans ces quartiers se situe à l'exact opposé de la notion de " campagne d'alphabétisation ". En réalité, la lutte contre l'analphabétisme ne devrait pas être une lutte en soi mais une dimension essentielle et indispensable des multiples luttes qui peuvent être menées sur ces quartiers ghettos, déshumanisés, dégradés, dépotoirs des grandes villes bourgeoises : lutte contre l'insalubrité, lutte contre le racisme, lutte des parents d'élèves pour une école positivement inégalitaire et interculturelle (des ZEP bien comprises), lutte des consommateurs, lutte pour des loisirs, lutte pour le logement, contre les expulsions, lutte contre le gaspillage... etc. Cette liste peut paraître impressionnante, pourtant dans tous ces quartiers, ces luttes sont actuellement menées, parfois elles sont balbutiantes, incohérentes, souvent non coordonnées (elles n'échappent pas aux divisions politiques des militants qui les mènent) ; quoiqu'il en soit, la lutte contre l'analphabétisme n'aura jamais aucun sens si elle n'est pas portée au coeur de ces problèmes. Souvent d'ailleurs, l'expérience nous l'a montré dans plusieurs quartiers de Paris, la lutte contre l'analphabétisme a été un facteur dynamique qui a parfois permis à certaines divisions politiques (pour ne pas dire politiciennes) d'être dépassées.

## IL N'Y A PAS DE LUTTE SANS MOBILISATION

Il faudrait en finir une fois pour toutes avec cette fausse opposition entre les bénévoles (synonymes d'amateurisme) et les professionnels, seuls capables de mener des actions de formation de haut niveau de compétence. La lutte contre l'analphabétisme ne demande que des militants engagés dans des luttes multiples de quartier, porteurs de cette préoccupation de formation



et donnant à leur action une dimension d'éducation populaire. Car il faut le crier bien fort la lutte contre l'analphabétisme ne peut qu'être une éducation populaire au sens originel du terme qui a souvent été formulé de la manière suivante :

" Si tu ne sais pas, apprends ; dès que tu sais, enseignes ".

L'expérience d'Accueil et Promotion depuis plus de 10 ans nous a montré avec une évidence aveuglante qu'au sein des acteurs sociaux d'un quartier, au sein des populations (de l'ouvrier au cadre) habitant ces quartiers, se dégagent des formateurs, des pédagogues d'une qualité exceptionnelle, des gens qui naturellement ou par goût ont un don réel de " formateur ", une compréhension des mécanismes qui sont mis en oeuvre dans une action de transmission de savoir. C'est avec eux et par eux que doit être menée la lutte contre l'analphabétisme.

Mais ces expériences d'une association comme Accueil et Promotion aussi prometteuses qu'elles soient ne sont pas à elles seules une politique, pour la raison bien simple que ces actions n'ont jamais eu les moyens suffisants, du fait qu'elles ont toujours été méprisées par les Pouvoirs Publics.

Parmi ces moyens, il en est un que nous revendiquons depuis des années, c'est le congé enseignement d'éducation populaire. Cette mesure permettrait à ces "formateurs" recrutés parmi les militants des quartiers d'avoir des quotas d'heures d'enseignement, sans perte de salaire. Cette revendication qui me paraît capitale pour mener à bien cette lutte contre l'analphabétisme s'appuie sur le fait que les temps de formation doivent être modulés suivant le mode extensif.

Il y aurait beaucoup à dire sur le mode de formation. Disons simplement pour ne pas allonger cet article que cette " formation " doit être déscolarisée, menée dans des locaux de quartier où vivent les gens et tenir compte de leurs capacités d'acquisition. Il est évident qu'un analphabète ne peut en aucun cas rester 8 heures de suite assis devant un tableau noir et ce, pendant plusieurs semaines.

Cette revendication sur le congé-enseignement va de paire avec celle du congé-formation - pour toute formation, y compris la formation de base. On ose imaginer l'efficacité de nos actions si ces deux revendications devenaient des éléments constitutifs d'une politique.

#### IL N'Y A PAS DE MOBILISATION SANS MOUVEMENTS

Dans la logique de ce qui vient d'être écrit, les Pouvoirs Publics devraient confier la lutte contre l'analphabétisme à des associations qui depuis des années ont fait la preuve, souvent avec des moyens dérisoires que cette mobilisation est

possible et qui ont déjà fait la preuve de l'efficacité de leur démarche.

Accueil et Promotion a été inspecté par un ingénieur du corps des inspecteurs de l'AFPA en 1979. Après 3 semaines de présence sur le terrain, après avoir assisté à plus de la moitié des cours donnés par Accueil à cette époque et avoir vu des équipes de moniteurs préparer et évaluer leur cours, l'inspecteur a émis sans réserve des conclusions élogieuses quant au type de démarche pédagogique basée sur des forces militantes et vécue au coeur d'une action de quartier.

D'autres organismes, comme les Syndicats de Cadre de Vie, les associations de parents d'élèves, les collectifs anti-racistes, ATD Quart Monde, pourraient à juste titre revendiquer des moyens pour leur militants et être reconnus comme des partenaires adaptés à cette dynamique de formation et d'éducation populaire.

Ces mouvements militants auraient pour rôle éventuel la coordination et le suivi des actions et surtout la formation des formateurs. Nous ne rappellerons jamais assez que cette formation est indispensable. C'est donc avec beaucoup d'amertume qu'Accueil et Promotion a vu le CLAP se détourner - pour des raisons souvent opportunistes - de cette tâche pour laquelle il percevait de solides subventions et pour laquelle il avait embauché un personnel qualifié. Les conséquences sont connues : rares sont les moniteurs d'alphabétisation qui aujourd'hui sont formés par le CLAP, à tel point que nous sommes obligés, sans moyens, de mener notre formation de formateurs.

Il est évident que confier la lutte contre l'analphabétisme à des organismes qui ont pour base une mobilisation militante s'oppose au moins partiellement à la démultiplication de centres de formation du type centre de préformation et à cette notion détestable de " marché de la formation ".

La lutte contre l'analphabétisme n'est pas un marché à conquérir ou à se partager entre instituts de formation ou Education Nationale, à l'instar des opérations 16-25 ans.

Toutefois, dans mon esprit, ces instituts ont un rôle à remplir, celui de la formation spécialisée après négociations à égalité avec leurs futurs stagiaires. L'idéal serait que ces centres de formation répondent en priorité à des demandes collectives, demande dont le contenu et l'expression auraient été forgés dans l'action militante de quartier.

Ce n'est donc pas de contact qu'il s'agit, mais d'une négociation sur les objectifs, les méthodes, le contenu et les moyens.

#### IL N'Y A PAS DE LUTTE SANS ENJEUX

La lutte contre l'analphabétisme n'est qu'un aspect d'une lutte

INDIVIDUELLE  
 beaucoup plus globale contre l'exploitation que subit la plus grande majorité de l'humanité, exploitation par les conditions de travail, les conditions de logement, les conditions d'expression politique et culturelle, les conditions de nutrition, de santé corporelle et mentale.

Ce n'est pas un hasard si les taux élevés d'analphabétisme coïncide avec les quartiers urbains ou les régions rurales les plus pauvres, les plus exclus et par le fait les plus exploités.

La lutte contre l'analphabétisme participe à une grande lutte de libération. Elle n'en est qu'un des aspects, qu'une dimension, mais quelle dimension ! quand on sait que la lutte, avec un grand L, a été la plus fantastique école, avec un grand E, de l'humanité. Plus que toutes les Educations Nationales du monde, que les instituts de formation de tout poil, la lutte que l'humanité a engagé contre son exploitation et pour sa libération a entraîné des millions d'hommes et de femmes à devenir acteurs de leur histoire et de l'Histoire avec un grand H.

Vous allez sans doute penser que je plane unpeu trop haut. Je ne le pense pas.

Pour illustrer mon propos, je prendrai pour exemple la lutte des paysans du Larzac. Des paysans dans une des régions les plus reculées de France découvrent à travers la spoliation de leur terre, de leur ferme, par un Etat tout puissant, la lutte contre le nucléaire, la non violence, l'exploitation du tiers-monde....

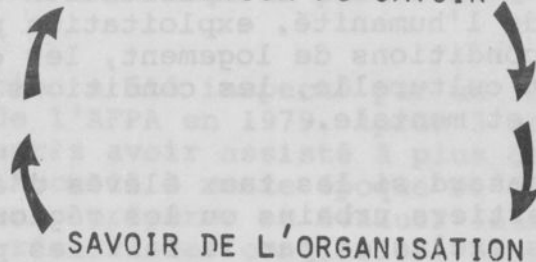
La lutte contre l'analphabétisme dans le quartier lambda d'une ville epsilon participe sans aucun doute à la même démarche en atteignant parfois les mêmes objectifs.

Cet article n'a pas d'autre prétention que d'aider à la réflexion et de lancer le débat dans l'association et à l'extérieur d'Accueil et Promotion. Le style n'est peut-être pas toujours à la hauteur de la cause... Chacun a à lutter contre son propre illettrisme !

A.L



## ORGANISATION DU SAVOIR



## SAVOIR DE L'ORGANISATION

Pour moi la formation aujourd'hui consiste à offrir à des stagiaires la possibilité de réfléchir avec des moniteurs à notre environnement et à tenter d'influer sur lui, donc de créer des altérations.

## REFLECHIR ET ALTERER

Réfléchir, c'est-à-dire renvoyer dans une direction différente ou dans la direction d'origine mais aussi penser, cogiter, se renvoyer à soi-même et également fléchir de nouveau ce qui implique une certaine souplesse d'esprit.

Altérer, c'est-à-dire donner soit ; soit de comprendre, démythifier, montrer que comprendre, ce n'est pas réserver à une élite; mais aussi altérer, dans le sens où " alter ", c'est l'autre et ce n'est que dans le sens où l'on se frotte à l'autre qu'on existe tel que l'on est. Faire de la formation c'est donc accepter d'échanger, de changer et d'être changé.

## TOUT CE QUI FORME TRANSFORME

Cela implique d'être conscient de notre démarche et de nos outils. Il faut réfléchir puisque nous faisons des cours en français, à ce qu'est notre langage ; avec son système arbitraire de signes et de symboles, il n'est qu'un intermédiaire entre le langage de la pensée (percepts, objets mentaux, images, concepts) et la communauté dans laquelle nous sommes.

"Il sert à traduire les stimuli ou les événements en symboles, concepts internes puis à partir de ces nouveaux concepts à les retraduire en processus externes " (Changeux). Mais ce langage lui-même porte en germe deux histoires, une collective et une individuelle.

## COLLECTIVE

Le langage naît parce qu'à un certain développement de la complexité sociale, vu les besoins accrus de la communication, il y eut probablement saturation phonique. C'est donc sous la pression d'une demande de variété non satisfaite que se constitue le langage à double articulation (phonétique/sémantique) permettant désormais de combiner à l'infini mots et phrases dotés de sens à partir de phonèmes devenus unités privées

## INDIVIDUELLE

"Un enfant est capable d'articuler dans son babil une somme de sons qu'on ne trouve jamais réunis à la fois dans une seule langue, ni même dans une famille de langues " (Jakobson). Apprendre à parler une langue, c'est choisir parmi toutes les possibilités phonétiques les sons qui sont perçus par la collectivité comme signifiants. Chaque langue délimite ses phonèmes, le son R par exemple est reconnu comme tel par l'ensemble des Français même s'il est "roulé" en Bourgogne et "grasseye" en Ile-de-France. Mais lorsqu'on a accompli cet apprentissage de l'oreille et de l'appareil phonatoire pour sa langue maternelle, il est fort difficile d'augmenter le nombre des phonèmes prononçables. Ainsi donc à l'habileté vocalique du nourrisson succède une gaucherie articulatoire, les combinaisons phoniques vont se glisser dans les limites prescrites par la langue maternelle.

Ainsi, chaque culture de par ses modèles relationnels entre individus refoule ou stimule certains types de fonctionnement cérébral " si l'organisation du cerveau est programmée génétiquement, son établissement définitif dépend dans une large mesure de l'environnement et exige une interaction avec le milieu. Les structures cérébrales ont beau être en place, les fonctions ne se greffent pas sur elles ou ne s'y inscrivent pas sans médiation initiatrice.

## CONNAITRE L'ORGANISATION. ORGANISER SON SAVOIR

L'exemple est un peu long pourtant il ne s'agit pas pour moi d'une digression ; il s'agit de comprendre que nos outils découlent et engendrent la démarche. Cette démarche est totalement contradictoire avec une démarche universitaire dans laquelle " le savoir est produit non pour être articulé et pensé mais pour être capitalisé et utilisé de façon anonyme " (Morin).

Il ne s'agit pas d'avoir une grille d'analyse à plaquer sur une réalité, il ne s'agit pas de refiler aux stagiaires immigrés nos vieilles idéologies scientistes du 19ème, comme les multinationales refilent dans le tiers-monde des produits inéculables sur les marchés occidentaux ; il ne s'agit pas de simplifier les choses pour les faire mieux passer, il s'agit de s'affronter à l'hypercomplexité dans laquelle nous vivons. Il ne s'agit pas seulement d'apprendre à lire et à écrire (fini le temps de l'alphabétisation), il s'agit en même temps que l'on apprend l'écriture de la concevoir comme une transcription graphique, qui au départ consistait en " images " et qui petit à petit se simplifie, se stylise, perd toute ressemblance avec les objets dessinés primitivement, devenant des idéogrammes puis glisse des idéogrammes vers les alphabets dont les lettres notent non plus des objets ou des idées, mais les divers phonèmes qui décomposent les langues.

Cette apparition de l'écriture marque une transformation puisqu'elle va constituer une mémoire extra cérébrale donc les images, les concepts, les traditions, les coutumes et les symboles qui ne disposaient jusqu'alors que d'une mémoire cérébrale pour ne pas tomber dans l'oubli ou se disperser (la mémorisation est une régénération intégrale mais intégralement imaginaire).

Cela semble un peu abstrait, j'en suis conscient mais je souhaite montrer que rien n'est évident, que chaque élément utilisé en formation mérite qu'on réfléchisse devant lui, que les outils dont nous disposons (notre langue, orale ou écrite, notre cerveau, fruits de l'espèce, de la société et de l'individu) génèrent la démarche dont ils sont issus. Concrètement, il s'agit d'utiliser une situation, un texte, un papier administratif, etc et d'essayer de comprendre comment est née son organisation interne, d'en extraire les informations pertinentes, de voir ce qu'on peut en tirer et quelles opérations sont les plus adaptées pour répondre à nos souhaits ou besoins.

La démarche n'a donc rien d'original, toute formation qu'elle soit à la lecture, aux mathématiques, à la gestion, au militantisme repose sur cela.

Dans tous les cas, il s'agit de prendre conscience de ce qu'on connaît, de formuler ce que l'on souhaite, d'élaborer une ou des hypothèses de résolution et des étapes pour y parvenir. C'est à dire de travailler le raisonnement, d'essayer de s'appuyer sur une perception globale, de se concentrer non sur des détails, mais sur les interactions entre les éléments, d'ajouter à des notions de forces et de volumes statiques des notions de flux et d'équilibre des flux, de se confronter à l'hypercomplexité et à l'interdépendance des facteurs. C'est la méthode qui prime sur la réponse, car la réponse est circonscrite, alors que la méthode est transposable.

Il ne s'agit pas d'accumuler des connaissances en espérant appliquer un jour l'une de ces connaissances nouvelles à un moment donné, il s'agit de "penser" une situation, de trouver des solutions, d'élaborer des stratégies adaptées aux circonstances. Il faut concevoir des possibilités de choix et prendre des décisions en fonction d'alternative et déclencher actions et réactions.

#### EXPLIQUER C'EST IMPLIQUER

Je suis amené en tant que formateur pour tenter d'expliquer à essayer de décortiquer ma pensée et par là à découvrir la façon dont elle avait pu naître et s'organiser. Chaque réflexion me renvoyait l'image de mon ignorance et la soif de combler ce vide nouvellement découvert en sachant que cela débouchera sur de nouvelles ignorances.

Irais-je jusqu'à dire que la formation c'est le développement de l'ignorance ? Oui.

M.A



## BIBLIOGRAPHIE

### 1. ANALPHABÉTISME ET ILLETTRISME

ESPERANDIEU (Véronique), LION (Antoine) et la collaboration de Jean-Pierre BENICHOU. Des illettrés en France, rapport au Premier Ministre, janvier 1984.

Un million d'analphabètes, un million d'illettrés. - Hommes et Migrations n° 1065, 1-15-3-84.

En France, un million d'analphabètes, supplément à Hommes et Migrations n° 1065, mars 1984.

AFL (Association Française pour la Lecture) : Lire, c'est vraiment simple quand c'est l'affaire de tous ! - Paris : OCDL, 1982 ; 143 p.

L'illettrisme en France, Migrants-Formation, n° 51, déc. 1982, pp 46-66

Dossier lutte contre l'analphabétisme : éléments pour un débat. - Alphabétisation et Promotion, supplément au n° 129-130, sept.oct 1983, CLAP.

Contre la précarité et la pauvreté : 60 propositions. Rapport Oheix Février 1981.

Analphabétisme et alphabétisation au Québec.  
Alpha 82.

Pratiques d'alphabétisation.

Gouvernement du Québec, Ministère de l'Education, Direction Générale de l'Education des Adultes.

L'inégalité au pied de la lettre. Libération, 7.10.83, par Jean Foucambert

Un demi million d'illettrés en France. Science et Vie, n° 783, déc. 1982.

Les illettrés invisibles. Le Monde du 11.10.1981 par D. Schneider.

Jules Ferry n'avait pas voulu ça : deux millions d'analphabètes en France. Le Matin Magazine, 31.10.1981

Les illettrés parmi nous. - Magazine de l'Education, n° 52, janv. 84

## 2. FORMATION

Spécial Formation .- Alphabétisation et Promotion n° 132-133, nov.-déc. 1983, CLAP.

Rapport sur la formation des OS dans l'industrie automobile

Travailleurs immigrés et formation professionnelle, Centre Inffo, 1981.

Les immigrés et la formation.- Paris : GISTI, Juin 1983.

L'admission des solliciteurs d'asile dans les centres de formation professionnelle.- Paris : GISTI, sept. 1983

Partir en formation continue. CFDT Information, 1978 ; 48 p.

La formation professionnelle et les étrangers. Dossier pp. 4-14 Document DPM, décembre 1982.